

« Syrie : en route pour un nouvel ordre mondial » par Michel Raimbaud, ancien Ambassadeur

mercredi 9 octobre 2013, par [Comité Valmy](#)



« Syrie : en route pour un nouvel ordre mondial »

Nous vivons actuellement un moment historique majeur, d'une importance sans doute comparable à la chute de l'Union Soviétique. Entraînant la dissolution du bloc communiste et ayant pour effet immédiat d'instaurer l'hégémonie sans partage de l'Amérique et de ses alliés occidentaux, la disparition de l'URSS allait amener plus de vingt ans de malheur et d'extrême injustice pour le reste de la planète.

L'évènement qui a dominé le récent Sommet du G20 à Saint-Petersbourg, fruit d'une gestation de deux ans dans le sillage de la crise syrienne, referme cette parenthèse dramatique. Confirmant la renaissance de la Russie et l'émergence du bloc des BRICS à direction russo-chinoise, il symbolise la recomposition de la vie internationale sur de nouvelles bases : le « moment unipolaire américain », qui consacrait le triomphe des « grandes démocraties » et de leur « économie de marché », est terminé. C'est le glas qui sonne pour la plus grande escroquerie politique de l'ère contemporaine : la « communauté internationale » franco-anglo-américaine est agonisante.

Le double accord conclu entre la Russie et l'Amérique au sujet de la Syrie est l'acte fondateur de cette mutation. Le Mur de Berlin apparaissait comme le symbole du triomphe du « monde libre » et de « la fin de l'Histoire ». En cet automne 2013, c'est le mur de l'arrogance qui a été brisé, le ci-devant « Axe du Bien » apparaissant dans toute sa splendeur, sur fond de soleil couchant. Loin d'être finie, l'Histoire continue.

C'est une belle leçon de diplomatie qu'a prodiguée la Russie (soutenue sans défaillance par la Chine, par ses autres partenaires « BRICS » comme le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, mais aussi par une bonne partie du monde) en réussissant à faire prévaloir la légalité internationale et les grands principes

onusiens contre les partisans de l'ingérence à tout va. Ne nous y trompons pas : pendant quelques jours, le monde a bel et bien frôlé la catastrophe et la guerre mondiale. Que Russes et Américains se soient mis d'accord sur le principe d'une solution politique et diplomatique ne peut que réjouir les gens de bonne volonté qui prônent et espèrent depuis de longs mois l'amorce d'un processus de négociation en Syrie. En espérant que la dynamique de paix sera contagieuse...

Il convient bien entendu de saluer la « Syrie réelle », c'est-à-dire tous ceux qui ont misé une fois pour toutes sur le dialogue pour mettre un terme à la guerre universelle à laquelle est confronté leur pays. C'est en effet grâce à leur détermination et leur lucidité que la mère de notre civilisation a pu résister – résiste toujours - aux terribles épreuves infligées par ses « faux frères » d'Orient et ses « faux amis » d'Occident : plus de 100 000 morts, huit millions de réfugiés et déplacés, soit un Syrien sur trois, plus de la moitié du pays en ruines, y compris la ville martyre d'Alep, capitale économique livrée au pillage, les infrastructures dévastées, écoles et hôpitaux inclus, des zones entières à la merci de combattants d'un autre âge. Sans oublier des millions et des millions de vies brisées...La communauté internationale, l'universelle, celle qui représente la majeure partie de la planète, ne sera-t-elle pas fondée à demander des comptes à ceux qui entretiennent, en notre nom par-dessus le marché, cette entreprise de massacre et de destruction, comme jadis en Irak et naguère en Libye ?

Certes, voir la grise mine de quelques « amis » bien connus du peuple syrien devant une perspective de solution pacifique a de quoi nous réjouir, mais nous ne pouvons dissimuler notre tristesse et notre colère de voir la France brader ses intérêts nationaux, ruiner son crédit moral en affirmant une préférence marquée pour le mauvais côté de l'Histoire. A l'heure où les uns et les autres se félicitent de voir la raison l'emporter et redisent leur engagement en faveur d'une issue politique négociée en Syrie, la France ne manifeste pas un enthousiasme délirant – c'est un euphémisme – pour l'option de la paix et du droit, dont la diplomatie russe s'est faite le symbole.

On aurait plutôt, jusqu'ici, l'impression qu'elle choisit de se retrancher dans le camp de la guerre en compagnie des financeurs du djihad. Pourquoi a-t-elle tant tenu à court-circuiter le Conseil de Sécurité dont elle est l'un des membres permanents et pourquoi, se plaçant dans une logique d'ingérence, a-t-elle mis tant de constance à bafouer les principes du droit onusien dont elle se réclamait. Quel dommage et quel ravage !

Le gouvernement français fait grand cas des votes du Congrès américain et bon marché de l'opinion majoritaire des Français. Il a grand tort. Sa politique est aussi injuste qu'immorale et la part de culpabilité qui est la sienne dans l'atroce tragédie syrienne n'a d'égale que son écrasante responsabilité dans notre enfermement et notre terrible humiliation. Pesant mes mots (comme un ministre bien connu qui pourtant rate toutes les occasions de se taire), je souhaite plein succès à ce Genève II que les vrais amis de la Syrie appellent de leurs vœux : il est grand

temps que la voix de la diplomatie se substitue au fracas des armes, que la stabilité et la paix reviennent en Syrie.

Et puis, faut-il rappeler l'évidence ? C'est aux Syriens et à eux seuls qu'il appartient de décider de leur destin en toute souveraineté et en toute indépendance. Les dirigeants étrangers, de Paris ou de Washington, de Riyad ou d'Ankara, n'ont aucune légitimité pour le faire à leur place, et il leur faut un fabuleux toupet pour établir des « feuilles de route » concernant l'avenir ou la reconstruction d'un pays qu'ils auront tout fait pour anéantir.



Michel Raimbaud, ex-Ambassadeur (à la retraite)
Membre de la Coordination pour la souveraineté de la Syrie
et contre l'ingérence